

L'anarchosyndicalisme aujourd'hui : questions / réponses

suivi de :

Fédéralisme et réseau : pour une organisation anarchosyndicaliste fédérale du XXIème siècle

Cet ensemble de questions / réponses est le fruit de l'expérience des luttes, des discussions et des réflexions des membres de la CNT-AIT des 20 premières années du XXIème siècle, qui les ont amenés à redéfinir ce qu'était pour eux les principes, tactiques et finalités de l'anarchosyndicalisme. Il ne s'agit pas d'un dogme figé et indépassable, mais un point de départ pour continuer le débat avec les personnes intéressées par l'anarchosyndicalisme, principe et outil vivant en perpétuel façonnement.

contact@cnt-ait.info <http://blog.cnt-ait.info> <http://liste.cnt-ait.info>

Table des matières

1. Anarchosyndicalisme : notre définition.....	2
2. Voter, est-ce agir ?.....	2
3. La violence des masses est-elle contre-révolutionnaire ?.....	3
4. Le syndicalisme doit-il être non-idéologique (neutre) ?.....	4
5. Les syndicats réformistes sont-ils un "mal nécessaire" ?.....	5
6. L'unité, avec qui ?.....	5
7. Comment de telles structures doivent-elles fonctionner ?.....	6
8. Qui a besoin de la représentativité ?.....	6
9. Faut-il lutter pour des revendications immédiates ?.....	7
10. Quel mode d'organisation construisons-nous ?.....	7
11. Fédéralisme et réseau.....	9
a) LE FEDERALISME.....	9
b) LE RESEAU.....	9
i) Tout d'abord, qu'entendons-nous par organisation en réseau ?.....	9
ii) Le réseau s'oppose-t-il au fédéralisme ?.....	10
c) ANARCHO-SYNDICALISME & RESEAU.....	10
12. Militer en réseau fédéral.....	11
a) MAIS QU'EST-CE QU'UNE ORGANISATION ?.....	11
b) STRATEGIE ORGANISATIONNELLE.....	11
c) ... & QUESTIONS PRATIQUES.....	11
d) LA GESTION DU RESEAU.....	12
13. Fédéréseau.....	14
a) Le fédéralisme pyramidal.....	14
b) Le fédéralisme en réseau.....	15
14. LES RAISONS DE LA COLERE.....	17

L'anarchosyndicalisme en questions

(Suite de textes élaborés entre 2003 et 2010)

Rappeler "nos évidences", les grandes lignes de ce que nous pensons, ne suffit pas, et il faut aller plus dans le détail. Voici l'état de notre réflexion sur quelques unes des grandes questions qui agitent le milieu libertaire en ce moment

1. Anarchosyndicalisme : notre définition

L'anarchosyndicalisme est un mouvement révolutionnaire globaliste.

Constatant que tous les problèmes (économiques, politiques, sociaux) sont intimement liés,

constatant que l'étatisme et le capitalisme génèrent inévitablement oppression sociale, crises économiques périodiques et destruction de la planète,

l'anarchosyndicalisme défend la perspective d'un changement radical de mode de vie et préconise une société égalitaire, dont les décisions sont prises et assumées collectivement et dans laquelle la liberté de conscience de chacun est respectée.

L'expérience acquise (en particulier avec la société autogestionnaire et libertaire de la Révolution espagnole) montre que c'est possible !

Dans l'immédiat, groupement de résistance, l'anarchosyndicalisme appelle les exploités et opprimés à prendre directement leurs affaires en main, à agir par eux-mêmes (sans se "reposer" sur des structures, des médiateurs qui les trahissent) et à se situer dans la perspective d'une solidarité de

2. Voter, est-ce agir ?

Nous refusons toutes les élections, qu'elles soient politiques ou professionnelles. Car jamais un élu, de quelque bord qu'il soit, n'a à parler ni à décider à notre place. Face au pouvoir des canailles, nous appelons en toutes circonstances à l'abstention.

On nous dit que les élections seraient le moyen pour les opprimés de renverser la situation. Observons tout d'abord que les alternances gouvernementales n'ont rien produit de semblable. Abusivement présenté comme démocratique, le parlementarisme, produit de la délégation de pouvoir, favorise la démission au quotidien, déshabitude les individus de l'exercice du pouvoir politique et favorise les "spécialistes" de la politique et autres nantis. Défendre le parlementarisme, c'est accepter de se soumettre aux résultats des urnes, aux 82 % de suffrages qui ont hissé Chirac sur le pavois, c'est légitimer la politique anti-sociale qui en découle. C'est aussi attendre éternellement la "prochaine" élection pour espérer un changement, et, dans l'attente, continuer à se faire piétiner. C'est transformer la lutte sociale en champ clos de conflits entre fractions parlementaires qui, lorsqu'elles sont minoritaires se présentent comme "la" solution de rechange, avant de continuer toujours la même politique quand elles reprennent le pouvoir. Un mouvement de lutte qui chercherait à s'appuyer sur le parlementarisme ne peut que s'affaiblir et se diviser et oublierait la masse croissante d'exploités qui refuse le jeu électoral et s'abstient consciencieusement à chaque élection.

Si l'électoratisme divise, l'action directe construit au contraire le rapport de force puisque, par définition, elle est l'action collective et sans intermédiaire des opprimés en lutte. L'action directe est la base originelle du syndicalisme, celle qui lui a permis, un temps, de contrer les attaques du capital. Il est grand temps de renvoyer les bureaucrates, les permanents politiques et syndicaux, les "partenaires sociaux", les élus (politiques ou professionnels), les spécialistes du paritarisme (qui participent à la gestion anti-sociale des caisses et de l'administration) aux poubelles de l'histoire.

Nous refusons tous les partis politiques, toutes les chapelles, tous les États et toutes les cliques d'arrivistes et de possédants, qui, au nom de la démocratie, de dieu ou d'un drapeau vivent en parasites sur la misère matérielle et morale qu'ils nous imposent à coups de lois et de milices.

A bas l'État, le parlementarisme et les partis politiques !

3. La violence des masses est-elle contre-révolutionnaire ?

La violence révolutionnaire n'est autre chose que la quantité d'énergie nécessaire à produire une rupture historique. L'étude attentive de l'histoire montre que ce sont les mouvements de réaction, et non l'action révolutionnaire, qui produisent la Terreur ou la guerre. Les événements les plus sanglants sont le produit du reflux révolutionnaire et non les causes de son insuccès.

Il est dans l'air du temps de prôner une sorte de "non-violence politiquement correcte", en imputant à l'utilisation de la violence les échecs des différentes luttes révolutionnaires. Et loin d'approfondir les leçons du passé, on s'enfonce de plus en plus dans des raccourcis faciles, imprégnés d'imagerie scolaire. Ces simplifications sont très utiles depuis deux cents ans à tous les réactionnaires qui utilisent la confusion entre la violence de masse et les épisodes de la Terreur.

Pour les anarchosindicalistes, il est au contraire fondamental de repérer dans l'histoire ces moments de rupture (qu'ils se situent en 1789, 1917 ou 1936) pendant lesquels la population quitte son rôle passif pour passer à l'action [1]. A l'inverse, les épisodes de réaction se caractérisent par le retrait de la scène historique des masses populaires, qui laissent ainsi la place à des fractions politiques. Ces dernières mettent un terme à toute destruction du pouvoir pour, au contraire le reconstruire, le défendre et finalement le conquérir. Le résultat est un mouvement centralisateur, étatique et militariste.

Une lecture plus fine de l'histoire montre que se sont ces mouvements de réaction -et non l'action révolutionnaire—, qui produisent la Terreur comme la guerre. Les événements les plus sanglants sont le produit du reflux révolutionnaire (Exemple : la Bataille de l'Ebre, en 1938) et non les causes de son insuccès.

Le discours dominant nous habitue à un concept de violence aussi polyvalent que creux. Est dès lors réputée violente toute action qui ne rentre pas dans le moule de la protestation "citoyenne", du syndicalisme intégré ou des autres formes de contestation politiquement correctes. Globalement, le qualificatif "violent" est essentiellement une étiquette qui permet de stigmatiser l'adversaire. Par ce tour de passe-passe, il n'y a de violence que chez ceux qui contestent le système, tandis que les oppresseurs, qu'ils bombardent une cité, affament la moitié d'un continent ou torturent dans les commissariats et les camps, sont toujours les gardiens du droit et de la justice et finalement de véritables non-violents auxquels rien (si ce n'est une regrettable bavure de temps en temps) ne saurait être reprochée. Les révolutionnaires qui se prennent à singer cette rhétorique nous font assister à un étonnant spectacle et donnent l'impression de chercher à s'excuser de vouloir renverser l'ordre établi.

La révolution libertaire ne peut triompher que par la participation des masses. C'est cette participation, qui détermine le rapport de force. Plus celui-ci est élevé et plus la violence est limitée. C'est donc quand ce rapport de force est élevé (et non quand on est en état de "légitime défense" ou pire, "lorsque la violence est imposée par une provocation", comme on le lit parfois) que les masses peuvent détruire le pouvoir qui les exploite et les domine. Ceux qui prônent la non-violence à ce moment-là (quand tout est possible et que la violence peut être très limitée) pour ensuite réfuter la non-violence en période de reflux (par exemple en légitimant alors seulement la "légitime défense"), prouvent simplement deux choses : qu'ils utilisent la non-violence comme concept tactique (et non comme un postulat philosophique qui mériterait d'être discuté autrement) et qu'ils l'utilisent mal. En effet ils sont à rebours de toute la dynamique révolutionnaire, car ils raisonnent en dehors des masses, comme si le mouvement anarchiste devait être coupé d'elles. Certains en arrivent à tant les mépriser (à force de confusion historique et légaliste) qu'ils peuvent tenir des propos, tels que "Les pauvres par eux-mêmes ne peuvent que foutre le bordel" [2], qui constituent la négation même des capacités d'auto-organisation des masses. Ce qui revient à nier la base de la philosophie libertaire.

Cette façon de tourner en rond de pseudo-penseurs provient d'une incapacité à concevoir la société autrement que telle qu'elle existe à ce jour. La question doit donc être posée autrement : Est-ce qu'une société viable, non impuissante, c'est-à-dire capable d'organiser les rapports inter-individuels, ne peut, pour fonctionner, que reproduire éternellement les mêmes rapports de domination ? C'est dans notre capacité à modifier radicalement les rapports que nous vivons actuellement, à penser d'autres formes de société, dans lesquelles le pouvoir appartiendrait à l'ensemble de la collectivité, et non à une classe, ne s'imposerait à personne en permettant à tous de s'impliquer, que réside la réponse. Cette capacité collective, l'humanité la possède, comme de nombreux faits le prouvent, que ce soit l'existence fort ancienne de sociétés sans État [3] ou les pratiques contemporaines des collectivités et assemblées (soviets, conseils, collectivités de 1936..).

Les anarchosyndicalistes doivent tout mettre en œuvre pour faciliter, dans les moments de rupture historique qui se produiront, ce basculement, sous peine de voir se reconstituer, une fois de plus, l'État. Car c'est effectivement l'incapacité à produire ce basculement, à abolir les divisions sociales qui, laissant le champ libre à la réaction, est la cause de la reproduction du pouvoir ; et pas, comme on voudrait nous le faire croire, la violence révolutionnaire des masses.

[1] C'est ce que fait par exemple Kropotkine qui, dans son ouvrage "La Grande Révolution", s'attache à montrer l'importance de l'action directe des masses dans la dynamique des événements révolutionnaires.

[2] Nous avons réellement trouvé cette phrase dans une publication "révolutionnaire". La révolte des banlieues a donné lieu, y compris dans certains milieux libertaires, à des propos aussi stupides et déplacés.

[3] De nombreux travaux ethnologiques, dont ceux de Pierre Clastres, en attestent.

4. Le syndicalisme doit-il être non-idéologique (neutre) ?

Tout discours sur les choix de société, que ce choix consiste en un maintien ou un changement, est idéologique. Seule l'idéologie permet de saisir et d'élaborer du sociétal. Tout groupe qui poursuit un but social ou politique est mû par une idéologie, qu'il s'en réclame ouvertement ou qu'elle soit implicite. Le syndicalisme n'échappe pas à la règle. Comme les autres forces sociales, il est à la fois production et producteur d'idéologie.

Quand le "syndicalisme" se prétend neutre, non-idéologique, il est soit un simple conglomerat d'individus qui n'ont pas grand-chose en commun (et qu'un débat un peu profond sur quelque problème sociétal d'envergure ferait exploser), soit un conglomerat de gens qui ont tellement intégré l'idéologie dominante qu'ils ne peuvent plus s'y soustraire et qu'ils se satisfont d'un profil revendicatif (éventuellement d'un "syndicalisme de combat") mais sans remettre en cause le principe même de l'exploitation (comme le font aux USA des syndicats hyper-activistes dans la forme mais hyper-réformistes dans le fond), soit - le plus souvent - une courroie de transmission d'un parti politique.

Dans ce dernier cas, le syndicat soit disant non-idéologique a subi en fait un travail d'anéantissement théorique de ses options idéologiques de départ pour le compte d'une autre force : un parti politique qui pratique dans le syndicat l'entrisme, le noyautage. Le refus affiché de l'idéologie et l'apolitisme sont alors la marque de cette prise en main de l'intérieur. L'expérience sur ce point est ancienne. En France, la "Charte d'Amiens" (1906) qui prétendait aux principes de neutralité, d'apolitisme, d'indépendance et de non-intrusion entre les sphères d'activité du syndicat (revendications salariales immédiates...) et celles des partis (auxquels reviendrait le choix de société et sa future gestion) a assuré successivement le triomphe des réformistes puis des marxistes-léninistes dans le mouvement social.

C'est contre cette conception que s'élève l'anarchosyndicalisme. Celui-ci reconnaît que **la société actuelle est façonnée par trois grands types d'ordres : idéologique, politique, économique**. La société dans laquelle nous vivons s'organise sur la base de l'exploitation d'une classe sociale et découle de la co-action dans le monde entier de ces trois ordres :

- économique (capitalisme, quelle qu'en soit la nature juridique),
- politique (étatisme, quel qu'en soit le régime),
- idéologique (domination, quelles qu'en soient les variantes),

ce qui les rend consubstantiels au système social en vigueur. Ils se corroborent et se pérennisent dans leurs modes et rapports.

Dès lors, ne viser à changer, pour des raisons tactiques, qu'un seul des trois ordres est une erreur, car les deux autres ordres travaillent à rétablir continuellement celui qui se trouve momentanément en situation de faiblesse. Choisir un seul angle d'attaque, c'est, on le comprend dès lors, s'engager dans l'impasse du parcellaire et du fragmentaire.

5. Les syndicats réformistes sont-ils un "mal nécessaire" ?

Nous rejetons le syndicalisme de collaboration de classe, qu'il soit porté par les vieilles centrales (CFDT, CGT, FO) ou par leur progéniture alternative (SUD, UNSA,...) Ce ne sont que les rouages d'un vaste système d'exploitation, de division et de domination. Parce qu'ils cogèrent notre domestication avec l'État et le patronat, ces syndicats réformistes sont aussi le pouvoir. Ils sont nos ennemis de classe. Nous n'avons rien à faire avec eux.

Par leur intégration dans l'État (à travers les commissions administratives paritaires, la participation à la gestion des organismes dits sociaux...) comme par leur collaboration au plus haut niveau avec le patronat (élections prud'hommes,...), les uns et les autres ne sont que des rouages d'un vaste système d'exploitation, de division et de domination.

Oubliant leur visée transformatrice initiale, les réformistes, pris dans la tactique électorale, oublient le fond car, pour eux, gagner des places dans les institutions est devenu l'essentiel. La tactique a fini par aboutir au tacticisme en détruisant toute la théorie révolutionnaire qu'il pouvait y avoir au départ. Il n'y a plus ni finalité, ni sens, ni principe.

Le tacticisme n'est pas la maladie infantile ou sénile du révolutionnaire. C'est sa transmutation. De facto, réformistes anciens et néo-réformistes défendent les institutions, tantôt discrètement, souvent ouvertement, parfois brutalement. Ils s'opposent à la résistance populaire autonome, contraire à leurs buts et intérêts. Ils sabordent toute lutte n'entrant pas dans leur conception étroite. Ils affaiblissent toute riposte efficace aux réactions violentes de la bourgeoisie. Par là, ils font le jeu des totalitarismes. Ils pérennisent les instruments de la domination bourgeoise, consolident l'appareil étatique (qui sert à manipuler ou à réprimer les prolétaires, les opprimés). En échange, combien nombreux sont ceux qui peuvent obtenir de bonnes places, des privilèges, des revenus !

Les réformistes (sociaux-démocrates, verts, voire communistes) et les néo-réformistes (communistes, trotskistes, issus de divers courants d'extrême-gauche, voire de l'anarchisme) se querellent entre eux, mais, sur le fond, ils visent les mêmes choses. Depuis quelque temps, ils sont plus nombreux à se revendiquer "anarchistes", "libertaires", "municipalistes", "syndicalistes révolutionnaires"... ils tentent une manipulation théorique, historique, sémantique. Ces soi-disant "anarchistes" militent dans des syndicats réformistes (certains y sont même permanents) et préconisent la participation aux élections syndicales. Certains voudraient même nous faire croire qu'au niveau municipal ils pourraient créer des sortes de communes autogérées, libertaires ; prenant vraiment les libertaires pour des imbéciles. Les vrais anarchistes, les vrais révolutionnaires, ne visent pas à conquérir les moyens de la domination mais à les détruire.

6. L'unité, avec qui ?

Nous avons déjà souligné la contradiction insoluble entre ceux qui poursuivent des problématiques électoralistes et ceux qui veulent pratiquer l'action directe. Leur cohabitation est impossible dans une lutte. Il n'y a rien à discuter. Nous récusons tous les partis politiques, des plus grands aux plus groupusculaires car, par définition, ils aspirent à prendre le pouvoir et donc à exploiter la population. C'est pourquoi, nous affirmons qu'il n'y a aucune possibilité, même ponctuelle, d'accord, d'alliance ou de signature avec eux.

A chaque lutte d'envergure, "la question de l'unité" se pose. On voit tantôt reflourir les cartels d'organisations syndicales (derrière lesquelles pontent le nez les organisations politiques), tantôt les coordinations plus ou moins autoproclamées.

"L'unité syndicale", constitue souvent la première manœuvre de division : loin d'élargir l'action, elle est une étape classique de reprise en main et de contrôle des mouvements de lutte apparus à la base. Ainsi, lors des dernières luttes dans la fonction publique, la reprise en main a consisté pour une grande part à réunir tous les petits mouvements épars sous la houlette de l'encadrement syndical et politique traditionnel. C'est-à-dire à opérer la jonction des forces vives de la lutte avec les professionnels de l'inertie.

Notre expérience de terrain nous amène à penser que le plus efficace, c'est de faire l'unité loin des appareils, dans les structures qui regroupent tous les individus (syndiqués ou pas) en accord avec les buts que poursuit la structure en question. **L'organisation des Assemblées populaires ou des ronds-points pendant le mouvement des Gilets Jaunes est un bon exemple de cette unité des personnes en lutte, sans les organisations politiques ou syndicales habituelles.**

7. Comment de telles structures doivent-elles fonctionner ?

Le mode de fonctionnement vertical (ou hiérarchique) est souvent présenté comme efficace sous prétexte que les débats démocratiques freineraient la prise de décisions. Or, une structuration verticale induit un appareil non-démocratique, des jeux de pouvoir, la quête de bonnes places au détriment des principes, et, finalement l'institutionnalisation. A l'inverse, le mode de fonctionnement horizontal est, à terme, réellement efficace car il implique tous les membres dans les décisions et favorise une connaissance collective des enjeux, empêche ou rend difficile l'instrumentalisation de la lutte à des fins personnelles.

Le fait que chaque membre soit à égalité de droit est réellement démocratique. L'horizontalité permet la mise en réseau des structures de résistance sans qu'aucune ne prive l'autre de ses prérogatives. Elle permet la coordination et l'action collective, favorise l'équilibre du singulier et du pluriel, harmonise l'intérêt particulier et général dans ce qu'il a d'indissociable. Ce choix du fédéralisme offre d'autres avantages en multipliant les centres de décision, il stimule l'empirisme par la multiplication des expériences puis par la sélection des plus adéquates. Il fragilise également l'attaque de l'adversaire car il est plus difficile de soudoyer, corrompre, réprimer, contrôler, manipuler un mouvement en entier que quelques personnes « leaders ».

Nous appelons à la formation de comités de lutte partout où c'est possible, dans les entreprises comme dans tous les lieux de vie, communes, quartiers, lycées, facs,.. Nous appelons au fonctionnement en assemblées générales autogérées, au rejet des intermédiaires syndicaux, au refus des délégués incontrôlables.

Nous appelons à la démocratie directe et à l'action directe. Les négociateurs syndicaux ont toujours négocié notre défaite à leur profit et à celui du patronat. Les jours de grève et les cortèges décidés par les syndicats ne servent qu'à nous faire retourner au travail sans rien avoir obtenu.

Décidons nous-même des formes de lutte : gratuité dans les services publics, baisse des cadences, contre-information sur les boîtes, ouverture au public des lieux de travail, blocage de la production. Inventons, réinventons nos luttes.

8. Qui a besoin de la représentativité ?

Le pouvoir a besoin de la représentativité, parce qu'il a besoin d'interlocuteurs afin de contrôler l'action éventuelle des opprimés et de garantir à la classe dominante l'ordre social. La représentativité, c'est donc le problème du pouvoir, non celui des anarchosindicalistes. Nous refusons tout autant la comédie médiatique et la contestation spectaculaire, qui vident nos révoltes de leur sens en les réduisant à des images ridicules de manifestation-kermesses et de clowns champêtres. Aussi, "nous ne parlons pas" aux journalistes comme aux autres valets du pouvoir.

La pratique de la représentativité, tout comme celle de la visibilité médiatique est largement utilisée par le capitalisme et l'État pour maintenir la domination de classe. Il ne s'agit pas là de simples "outils" dénués de contenu mais au contraire d'instruments idéologiques, porteurs en eux-mêmes d'aliénation. De là leur incompatibilité de fond avec l'ensemble de la pensée libertaire.

Le premier argument que nous opposent les défenseurs de la représentativité repose sur une critique de la délégation suivie de l'affirmation que la représentativité est valable si elle est obtenue par l'action. Or, pourquoi une représentativité obtenue par l'action (même directe) n'aurait-elle pas les mêmes résultats négatifs qu'une représentativité obtenue par toute autre voie ? Voilà ce à quoi la réponse qu'on nous fait se garde bien de répondre ! Car c'est pourtant là que se trouve le cœur du problème : c'est la représentativité qui crée la subordination, pas la façon dont on acquiert cette représentativité. Pour ne citer qu'un exemple, qu'on se rappelle l'histoire du "syndicat de combat" Solidarnosc, en Pologne dans les années 1980, et le parcours de son leader le plus représentatif, Lech Walesa, devenu après son élection comme député un laquais de l'Etat et du pouvoir.

Un deuxième argument, plus tactique, est avancé : "on ne pourrait pas faire autrement, car sinon on n'aurait pas de droits". Puisqu'on parle de droit formel, il est toujours utile de rappeler qu'en dépit d'une rumeur savamment entretenue par tous les professionnels du syndicalisme, les salariés du privé ont à ce jour, section syndicale ou pas, des droits. En particulier un droit essentiel : celui de se mettre en grève sans représentativité, sans délégué du personnel, sans délégué syndical, sans élu à quelque comité que ce soit et sans préavis.

En pratique, la représentativité n'apporte aucun droit essentiel à l'ensemble des travailleurs. Elle apporte des avantages particuliers aux délégués (mais se tourne facilement contre eux s'ils ne comprennent pas assez vite que les avantages légaux qui leur sont octroyés le sont en échange de leur collaboration avec le patron !)

9. Faut-il lutter pour des revendications immédiates ?

Participer à des luttes sur des revendications immédiates, c'est être solidaire, mais c'est aussi et surtout faire de la propagande, par les discussions avec des gens plus à l'écoute que d'habitude et par la mise en pratique de nos principes. C'est ce long travail de sappe qui permettra un jour d'abattre le capitalisme. Dire cela n'est pas mépriser les revendications immédiates ni ceux qui les portent, c'est seulement être lucide sur nos moyens d'action contre ce système.

Il est courant d'entendre que les revendications immédiates (celles qui visent à améliorer l'ordinaire, sans analyser le pourquoi des conditions d'existence ni remettre en cause le système) en jouant sur les effets et non les causes améliorent la situation des exploités. Certes, mais à y bien regarder, à terme, elles ne résolvent rien et empêchent la remise en cause du système. Mieux, elles le confortent en entretenant les illusions sur sa valeur.

Le débat sur les revendications immédiates dans lequel beaucoup de libertaires s'enferment est redondant, récurant voire obsolète. L'histoire a tranché. L'anarchisme n'est pertinent que social, c'est ainsi qu'il a inscrit ses actes les plus marquants [4] dans son combat avec et parmi les exploités, comme composante du mouvement ouvrier (CGT du début du siècle dernier, FORA argentine, CNT d'Espagne, tendance du Zapatisme, etc., etc.). Et cela, même si la tâche est ingrate, obscure, difficile, et parfois déroutante.

Participer à des luttes sur des revendications immédiates n'a donc rien à voir avec le fait de rédiger une plate-forme de revendications au nom de la CNT-AIT. On peut s'imaginer que rédiger une telle plate-forme nous rapprocherait des préoccupations de nos "frères" de classe, tout en les incitant à pousser un peu plus loin leurs revendications.

L'expérience montre pourtant qu'à vouloir "coller" aux préoccupations immédiates, on en oublie souvent l'analyse politique et la lucidité sur les moyens d'abattre le système ; à moins que ce ne soit le contraire : ce sont peut-être ceux qui manquent d'analyse politique et de lucidité qui s'imaginent avancer en prenant à leur compte des revendications que peuvent porter les syndicats réformistes. C'est ce que fait par exemple SUD depuis pas mal de temps, et apparemment, ça ne convainc pas tellement plus de monde que nos idées soi-disant trop radicales et surtout, ça ne nous rapproche pas beaucoup de la révolution sans laquelle on ne changera pas de système.

[4] Commune de Paris, Russie de 1917, Ukraine, Argentine des années 20, Espagne 1936, etc.

10. Quel mode d'organisation construisons-nous ?

L'organisation historique de la CNT-AIT comportant des niveaux décisionnels supra-syndicats avec mandatés et votes majoritaires (U.R., C.C.N, Congrès) a inévitablement généré, malgré toute la bonne volonté des militants, des lieux de pouvoir. Comme toutes les organisations syndicales et politiques issues des luttes et des idéologies de la fin du 19^e et du début du 20^e siècle (c'est-à-dire la quasi-totalité des organisations existant actuellement) l'organisation de la CNT-AIT a reproduit en filigrane un modèle pyramidal, le modèle dominant de la société.

Or, tout système d'organisation par niveaux successifs d'intégration hiérarchisés produit du pouvoir. L'usage du vote majoritaire, qui constitue à ce jour le moyen essentiel d'assurer la cohérence des organisations, n'est pas un instrument de conviction, mais le moyen de soumettre les minorités aux décisions des majorités. Pour nous, anarchosyndicalistes, ce constat appelle une redéfinition du mode d'organisation.

Fidèle aux principes du fédéralisme, le mode d'organisation confédéral que nous préconisons repose sur la constitution d'un réseau d'entités anarchosyndicalistes autonomes et souveraines. Ces structures seront les seules à détenir un pouvoir de décision dans l'organisation. Le mode de fonctionnement interne de ces anarchosyndicats leur

appartient, il doit simplement être non autoritaire et non hiérarchique et repose donc sur l'assemblée générale des militants. Pour le reste ses membres prennent toutes les décisions utiles en fonction des bases de l'anarchosyndicalisme et de la réalité locale.

Afin de faciliter l'échange d'information, la solidarité et l'entraide entre les anarchosyndicalistes d'une même région géographique, des unions régionales devraient être constituées. Leur objectif est de favoriser la coordination des activités entre les entités anarchosyndicalistes, et de mettre en commun des moyens d'action et de réflexion. Les Unions régionales ne doivent pas être des instances de décision mais des lieux de proposition et de débat. La Région est appelée à être une structuration pratique et ouverte des anarchosyndicalistes plus ou moins proches géographiquement.

Toutes les autres formes de rencontres entre militants, de débats, et d'actions concertées de plusieurs entités (forum, camping, lutte sociale...) sont des éléments favorables au développement et à la cohérence de la confédération.

De façon à coordonner l'action et la réflexion des anarchosyndicats et à faciliter l'unité de la confédération dans la région France, des congrès sont organisés chaque année au niveau national. Ils réunissent l'ensemble des entités pour débattre des principes généraux constituant les bases politiques et pratiques de la confédération, et pour proposer des stratégies d'action à mener pour construire une autre société.

Les Congrès ne sont pas des instances de décision mais des lieux de proposition et de débat. Ainsi constituée en un réseau de groupes anarchosyndicalistes souverains, autonomes, et fraternels, la confédération pratiquera un fédéralisme de libre adhésion sans contrainte par soumission à la loi du plus grand nombre (tel que le vote majoritaire), mais par contribution volontaire des groupes à l'action commune et concertée. En respectant les principes de l'autonomie et en pratiquant l'auto-organisation, la confédération doit être la résultante de l'activité réelle des groupes anarchosyndicalistes et de leur coopération fraternelle.

11. Fédéralisme et réseau

Publication initiale : mercredi 15 janvier 2003

La coordination de ses activités est un problème fondamental pour tout groupe humain.

Au cours de l'histoire, différents modèles d'organisation ont émergé, mais, quelles qu'en soient les variantes, c'est un modèle hiérarchisé et centralisé qui domine actuellement la planète.

Ce modèle est en parfaite adéquation avec une société d'exploitation dans laquelle une poignée de dirigeants impose à la masse des plus faibles le maintien de ses privilèges en utilisant simultanément la violence physique (suivant les cas : guerres, famines, bavures policières, prisons, licenciements, camps, misère...) et la violence idéologique (médias, enseignement, "intellectuels" aux ordres, religions, publicité...). Du sommet de l'état à la cellule familiale en passant par les entreprises et les administrations, ce même modèle est tellement présent qu'il est inconsciemment intériorisé par les individus qui finissent par le trouver "naturel". Cette pression est tellement forte que même ceux qui aspirent à changer la société peuvent le reproduire.

a) LE FEDERALISME

Même s'ils n'échappent pas toujours à cette critique, il faut reconnaître qu'un des efforts constants des anarcho-syndicalistes et plus généralement des libertaires est de récuser ce modèle et de proposer des modes d'organisation qui permettent de conjuguer réflexion et action collective, progrès social et respect de chaque individu. Depuis plus d'un siècle, ils proposent le fédéralisme comme alternative, c'est-à-dire un système qui repose sur la libre fédération entre elles des entités qui composent une société.

Ce principe très général a déjà reçu des applications réellement intéressantes et sur une grande échelle à certaines périodes historiques -la Révolution espagnole pour n'en citer qu'une-, mais il mérite d'être approfondi, affiné, d'autant qu'il peut se décliner de façons très diverses. Une des questions qui se posent d'après nous aux anarcho-syndicalistes d'aujourd'hui est d'assurer une meilleure application de ce principe dans leur propre façon de s'organiser.

En effet, les cadres organisationnels sur lesquels reposent habituellement leurs mouvements se sont figés voici plus de cent ans et sont de ce simple fait en-dessous de ce qu'ils pourraient être par rapport à l'évolution des concepts et des besoins. Pour nous, il ne s'agit nullement de "rénover" l'anarcho-syndicalisme au sens que ce mot a pris dans le vocabulaire politique (dans lequel "rénover" veut surtout dire vider une théorie de sa substance pour ne garder qu'une partie de son décorum), mais au contraire de régénérer les notions de base avec la volonté de donner aux idées et aux pratiques anarcho-syndicalistes la plus grande expansion. Loin des concessions que certains sont périodiquement tentés de faire pour être "reconnus" par la société dominante, pour "peser" sur elle, il s'agit pour nous au contraire de développer les moyens d'organisation qui permettraient de porter d'avantage la révolution dans son cœur.

b) LE RESEAU

Un des concepts que l'anarcho-syndicalisme peut utiliser pour pratiquer le fédéralisme est celui du réseau. Nous allons essayer dans ces quelques lignes d'apporter des éclaircissements sur ce que nous entendons par ce mot.

i) Tout d'abord, qu'entendons-nous par organisation en réseau ?

L'objectif du fonctionnement en réseau pour une organisation anarcho-syndicaliste est de favoriser un mode d'organisation qui garantisse à chaque syndicat sa totale liberté d'expression et d'action tout en potentialisant la solidarité avec les autres.

La liberté d'action et d'expression (l'autonomie) de chaque syndicat, fonctionnant en assemblée générale de syndiqués, implique qu'aucune autre structure à quelque niveau que ce soit ne puisse avoir le moindre pouvoir de décision à la place du syndicat, même pour des tâches qui seraient qualifiées de "techniques". Ce qui n'est pas incompatible, loin s'en faut, avec le débat, la concertation, l'échange d'information, le partage de moyens.

La solidarité entre syndicats est une démarche volontaire et non une contrainte imposée par une majorité, quelle qu'elle soit. Elle résulte d'une proposition ou d'une demande d'aide d'un ou de plusieurs syndicats et de l'accord de tout syndicat jugeant cette proposition recevable.

Ainsi, une confédération anarcho-syndicaliste fonctionnant en réseau serait constituée d'un ensemble de syndicats se reconnaissant dans un certain nombre de principes généraux communs, issus de débats ouverts et permanents. Toute autre structure regroupant des syndicats, à tout niveau, serait alors une instance de concertation, d'information, mais jamais une instance de décision. La cohérence de la confédération serait le produit de deux facteurs et de rien d'autre : la cohérence des relations entre les syndicats et leurs actions sur le terrain.

On le comprend aisément, ce type de fonctionnement génère une confédération dynamique. La réalité de la confédération est la résultante de l'action réelle et de l'inter-réaction des syndicats. Le réseau ne garantit pas contre toute prise de pouvoir, mais il limite fortement la prise de pouvoir car il n'existe alors aucun autre lieu de décision que le syndicat.

ii) Le réseau s'oppose-t-il au fédéralisme ?

Très souvent, les militants libertaires ont une image partielle et déformée du réseau. Celle-ci provient d'une part de la période des années 70/80 pendant laquelle des groupes dits "autonomes" ont mené des expériences souvent fort critiquables (positionnement politique obscur, dérive autoritaire...). Même s'ils n'ont pas fait référence directement à ce concept, on parle parfois de ces groupes en termes de réseaux. Les critiques qu'on peut leur faire ne tiennent pas à leur pratique restreinte du réseau mais bien à leur manque d'analyse et d'objectifs politiques clairs. Si les objectifs d'une structure ne sont pas clairs, la structure ne le sera pas non plus, quelque soit le mode d'organisation qu'elle se choisit.

D'autre part, le mot "réseau" est souvent utilisé pour décrire des relations cachées, semi-clandestines, entre des personnes ou des groupes. Il est clair que ces rapports occultes introduisent des possibilités de manipulation dans toute une organisation. Des militants qui échangent périodiquement des informations, des idées (quelle que soit la forme utilisée : déplacements, "tournées des popotes", téléphone...) constituent un réseau. En soi, de tels échanges n'ont rien de choquant, et d'ailleurs, ils sont peut-être inévitables. Ce qui est très critiquable, c'est l'utilisation qui peut en être faite (travail de sape, construction artificielle d'un rapport de force interne...). Or, cette utilisation ne découle pas du réseau mais de son caractère caché. En officialisant le réseau, en le mettant "sur la table", en rendant accessible les informations qui y circulent à tout adhérent, on ne garde que l'aspect dynamique du réseau en neutralisant les aspects pervers évoqués ci-dessus.

Enfin, pour certains militants, le réseau évoque inévitablement ... la pagaille. Or, un réseau, comme tout mode d'organisation, peut-être plus ou moins fortement structuré. Par exemple, rien ne s'oppose à ce que, dans un réseau, des protocoles fixent par consensus les modalités de circulation de l'information.

De fait, contrairement aux idées reçues, le réseau non seulement ne s'oppose pas au fédéralisme, mais il en constitue une des formes possibles. Il ne fait pas obstacle à la solidarité et il favorise l'échange car il est débarrassé des lourdeurs du passage obligé par des instances souvent difficiles à réunir pour diverses raisons. A la norme, édictée périodiquement par un congrès ou une instance après un débat plus ou moins formel, le réseau oppose la dynamique du débat permanent conduisant à un consensus qui seul permet l'action concertée efficace.

c) ANARCHO-SYNDICALISME & RESEAU

A partir d'une analyse de la société de classe actuelle et de ses fonctionnements (formes de domination, rôle du spectacle de la contestation, lutte des classes...), l'anarcho-syndicalisme définit des stratégies pour combattre et abattre le totalitarisme capitaliste et étatique (position idéologique de rupture avec le système, rejet des structures collaborant avec le pouvoir ou défendant un mode d'organisation autoritaire et hiérarchique, action directe, solidarité de classe, ...) et pour organiser la société future (autogestion, communisme libertaire...). Les moyens à utiliser doivent répondre à la réalité présente et être conformes aux objectifs à atteindre. C'est pourquoi le fédéralisme doit être une constante de nos organisations et le réseau peut se révéler une façon utile de le pratiquer.

Paul

12. Militer en reseau fédéral

lundi 19 janvier 2004

En ce début du troisième millénaire, quelle est, pour l'anarchosyndicalisme sur le plan national la forme d'organisation la plus adaptée à sa réalité actuelle, à la situation générale dans laquelle il évolue et qui lui permette le meilleur développement ? Ce texte, est une contribution individuelle à ce débat.

a) MAIS QU'EST-CE QU'UNE ORGANISATION ?

Toute organisation repose sur un pacte entre des entités afin d'atteindre un but et suppose un mode de gestion de ce qui est mis en commun.

D'un point de vue anarchosyndicaliste, le pacte est librement consenti, modifiable aussi souvent que nécessaire. Il est théorico/pratique puisqu'il repose à la fois sur une théorie, une philosophie (l'anarchosyndicalisme) et sur une pratique (l'anarchosyndicalisme) qui ne doivent faire qu'un. Les entités concernées sont des structures fonctionnelles, de véritables cellules vivantes, qui conservent toujours leur liberté : les anarchosyndicats et les unions régionales d'anarchosyndicats. Le but essentiel à atteindre est de réaliser une société libertaire. Cet objectif ne peut être atteint que par une politique de rupture avec tout "l'establishment". La résistance au quotidien se situe elle-même dans cette perspective. Le mode de gestion est de type fédéraliste. Il repose habituellement sur des assemblées générales ou des réunions de militants mandatés (pour la réunion en question ou pour des tâches précises sur des périodes plus longues). Ce qui est en commun à l'ensemble des syndicats est essentiellement de l'immatériel (idées, sigle, pratique de la solidarité, titres de journaux,...).

Il résulte de ce qui précède que plusieurs formes d'organisation anarchosyndicalistes sont possibles. D'ailleurs, la CNT espagnole, la CGT-SR (France, années 30) ou la FORA (Argentine) ont eu des pratiques organisationnelles assez différentes, mais toutes reconnues par le mouvement anarchosyndicaliste international.

b) STRATEGIE ORGANISATIONNELLE...

Globalement, nous vivons encore actuellement sur une conception de l'organisation, héritée du XIXème siècle, qu'on pourrait qualifier de mécaniste (un rouage entraîne les autres, le flux "monte" et "descend" en suivant ces rouages). L'objectif de ce texte est de commencer à préciser ce que pourrait être une confédération anarchosyndicaliste utilisant un autre modèle organisationnel, celui du réseau. Dans cette perspective, la stratégie est avant tout de potentialiser, de rendre plus efficace l'action que le syndicat (en tant qu'entité fonctionnelle) mène là où il se trouve, et qui se concrétise par des actions de réflexion et de propagande et de résistance et d'impulsion. La confédération en réseau (conf-réseau) postule donc nécessairement que chacune de ses unités ne commence à exister qu'à partir du moment où elle est fonctionnelle, c'est à dire qu'un travail militant de terrain se fait.

Il existe plusieurs possibilités pour qu'une organisation nationale rende plus efficace le travail militant des syndicats. Classiquement, par exemple, elle produit et met à disposition de ces derniers des affiches, des tracts rédigés et imprimés nationalement. Selon notre conception, puisqu'une conf-réseau regroupe des syndicats qui cherchent à avoir une réelle autonomie de réflexion, de décision, de gestion, de réalisation et d'action, le rôle de la structure nationale est tout autre. C'est d'aider les syndicats à devenir aussi autonomes que possible dans tous les domaines, de la conception du matériel de propagande à la réalisation pratique. Evidemment, tout cela n'irait pas sans poser des problèmes nouveaux, à la fois. Mais il existe des solutions.

c) ... & QUESTIONS PRATIQUES

Une des questions que l'on peut se poser est de savoir comment se fera la mutualisation puisqu'il n'y aura plus de centralisation. Dans une conf-réseau, si un syndicat a une idée (de lutte, d'affiches, de texte ...), Il la communique à tous les autres syndicats membres (par bulletin, circulaire, internet...). Si certains d'entre eux trouvent l'idée tout à fait à leur goût, soit ils s'adressent directement au syndicat qui a lancé l'idée pour la mettre en pratique ensemble, soit ils prennent l'idée à leur compte et l'affaire est réglée. Dans le cas où des syndicats la trouvent correcte mais

améliorable, ils transmettent leur nouvelle proposition. Au "pire", si une idée ne supplante pas l'autre ou si la synthèse ne se fait, il y a plusieurs versions de la réalisation (de l'affiche, du tract..) ce qui, en soi, n'est pas gênant. Si des syndicats trouvent l'idée médiocre mais compatible avec l'anarchosyndicalisme, ils peuvent exprimer leur opinion s'ils l'estiment utile, mais ils ne bloquent pas l'initiative. Enfin, si des syndicats la trouvent incompatible avec l'anarchosyndicalisme, ils le manifestent et l'argumentent. Le syndicat qui est à l'origine du projet et ceux qui étaient éventuellement intéressés peuvent se rétracter (s'ils estiment qu'ils ont été maladroits, qu'ils se sont trompés ...) ou persister, ce qui, suivant la gravité qu'accorderont au sujet les uns et les autres, peut donner lieu à un conflit.

Les arguments économiques qu'on peut opposer à cette démarche (il est moins cher, à l'unité, de tirer une affiche à un grand nombre d'exemplaires, par exemple) ont été vrais. Ils le sont beaucoup moins maintenant (du fait des nouvelles techniques d'impression et de communication). La CNT-AIT dispose d'ailleurs d'une importante expérience dans ce domaine depuis des années (par exemple avec son réseau de presse). Par rapport aux inconvénients qu'entraînent une organisation centralisée (en particulier les possibilités de prise de pouvoir), le faible "surcoût" économique éventuel du fonctionnement en réseau n'est pas un argument recevable.

Beaucoup d'autres questions qui se posent (par exemple, la gestion des contacts extérieurs, les besoins en matière de solidarité...) peuvent recevoir des réponses du même type.

d) LA GESTION DU RESEAU

Les questions qu'une conf-réseau aura à résoudre pour se gérer elle-même sont au moins de 3 types :

1) Qui entre dans la conf-réseau ?

On peut penser que le minimum sera l'activité réelle préalable. Un individu, un groupe d'individus qui se reconnaissent dans ce qu'est la CNT-AIT commencera par militer avant de constituer un syndicat. En pratique, il se greffera sur un des syndicats constitutifs du réseau, pour pouvoir bénéficier de l'infrastructure, vérifier l'adéquation des idées des uns avec celles des autres ... Ce n'est que quand les choses sont un peu solides qu'un nouveau syndicat peut se constituer. Ce travail peut prendre, en fonction des réalités locales, des formes très diverses. Il doit cependant exister d'une façon ou d'une autre et c'est une des bases sur lesquelles se fait l'appréciation par le réseau. Si le constat est positif, avalisé par lui (dans une réunion nationale du réseau par exemple), l'adhésion sera avalisée.

2) Qui reste dans la conf-réseau ?

Pour qu'une confédération soit un organisme vivant, il faut que, lorsqu'une unité n'a pas le potentiel minimum pour continuer à fonctionner, elle disparaisse en tant que structure. Dans une logique de réseau, il n'y a aucun intérêt à garder des coquilles vides (il y a même des inconvénients). Le (les) militant(s) qui n'a plus d'activité réelle sur place se greffe sur un autre syndicat et vient le renforcer au lieu de rester isolé et de faire semblant. Dès que les forces le permettront à nouveau, le redéploiement aura lieu. Pour rester dans le réseau en tant que syndicat, l'activité de terrain (et les cotisations) doivent être validées périodiquement par l'ensemble du réseau. La participation à la vie du réseau, c'est-à-dire l'échange permanent avec toutes les autres unités fonctionnelles, doit être effective.

Bien sûr, le conflit peut surgir et le "gentleman agreement" sur lequel repose ce qui vient d'être écrit ci-dessus risque d'être mis à mal. Comment de tels conflits peuvent-ils être traités dans une conf-réseau ?

3) La gestion des conflits

Imaginons que le syndicat A ne soit pas d'accord (pour les raisons les plus diverses) avec le syndicat B. La première chose qu'il peut faire est bien sûr de discuter pour tenter de s'entendre. Si la situation est bloquée, il peut couper toutes ses relations avec B. Si les autres syndicats pensent et font comme A, alors B est rapidement mis hors du réseau, sans autre forme de procès. S'ils trouvent que c'est A qui a tort de se comporter ainsi et que c'est lui qui empoisonne les autres, ils coupent les ponts avec lui, et c'est A qui se trouve de fait rapidement hors circuit. Enfin, si les syndicats trouvent que le conflit entre A et B n'a pas de réelle importance, ils peuvent essayer de faire entendre raison à l'un ou/et à l'autre. Si A et B restent figés, et bien tant pis, il n'y aura pas d'échanges directs entre ces deux-là mais cela n'empêchera pas le réseau de continuer à fonctionner même si cela devient un peu "boiteux". Le réseau ne résoudra probablement pas tous les problèmes. Mais il pourrait dynamiser l'action des anarchosyndicalistes.

Pour finir, soulignons, qu'au sens où on l'entend ici, il est tout à fait transparent pour ses membres, puisqu'il identifie clairement les unités fonctionnelles (des syndicats actifs), les procédures (la façon dont les syndicats communiquent entre eux), les contenus (ce qu'ils communiquent) et le degré de liberté et d'autonomie de chacun. La réflexion est loin d'être finie et le débat reste ouvert.

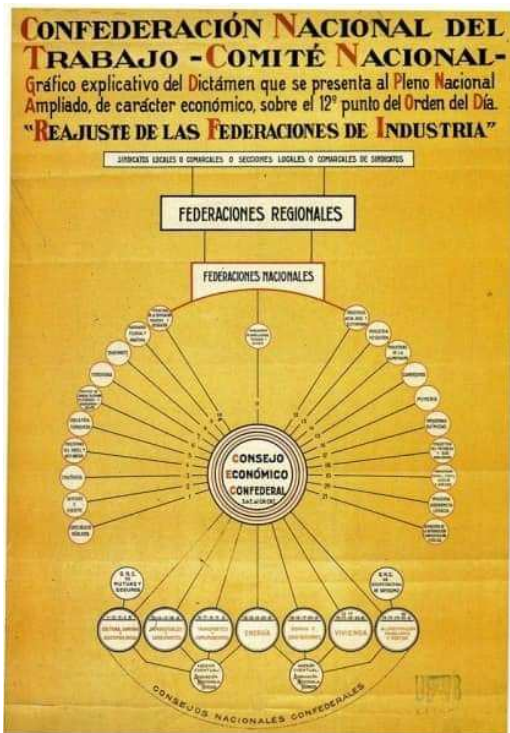
Francesito

13. Fédéréseau

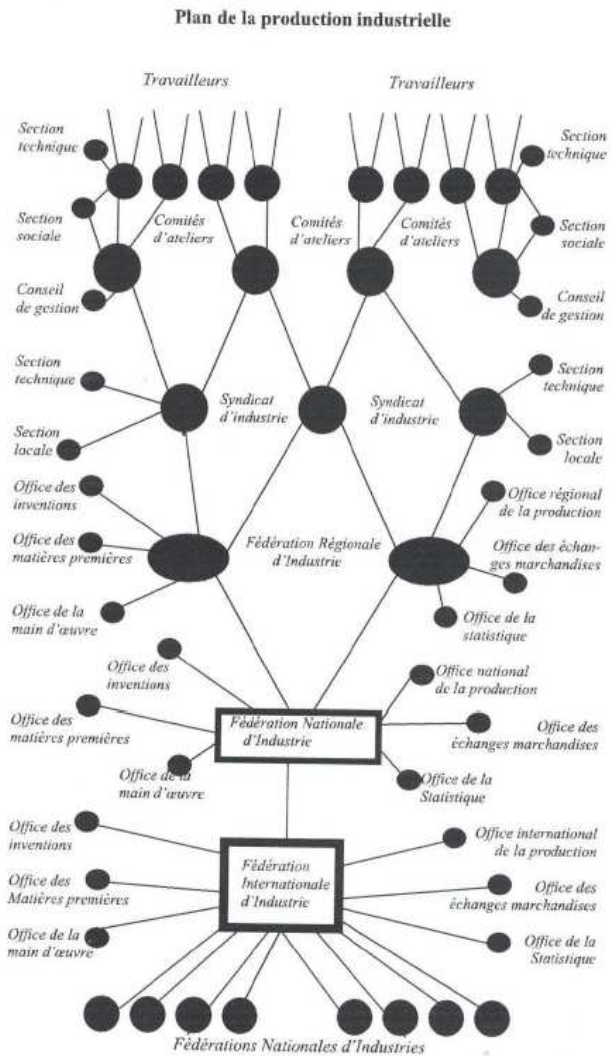
L'humain est la source de toute idéologie et les choix politiques émanent de celle-ci. La négation de la genèse humaniste de la politique est une idéologie qui masque sa politique. La politique est, au bon sens des termes, subjective, arbitraire et conventionnelle. Le système politique incarne l'idéologie d'une époque et ses rapports sociaux : conflits, compromis et intérêts. L'idée anarchiste se veut égalité, justice, liberté et projet sociétal : le communisme libertaire. Il faut en penser le système politique adéquat. Deux concepts font débat.

a) Le fédéralisme pyramidal

C'est une association de structures qui abandonnent une partie de leur souveraineté tout en exerçant plus ou moins le contrôle sur l'ensemble fédéré (États, collectivités, partis, syndicats, associations, agglomérats économiques, etc.). Selon la terminologie, c'est l'organisation du sommet par la base selon ce plan : Les conséquences sont que les étages équivalents n'ont pas de contacts directs, la circulation d'information est longue, verticale, concentrée et centralisée sur les échelons supérieurs et sur des groupes restreints.



Le « fédéralisme » tel qu'il était conçu par Pierre Besnard dans les années 30 pour la CGT-SR, repris ensuite par la CNT espagnole dans les mêmes années, s'apparentait plus à du « fédéralisme pyramidal » - voir du centralisme – qu'à autre chose.



Dans ce mode d'organisation, chaque structure n'a que peu de contacts avec les autres structures de même niveau, et seulement un contact avec le niveau d'organisation qui lui est immédiatement inférieur ou immédiatement supérieur. Cela réduit donc la visibilité de la structure sur son environnement. Cette réduction fait que la réalité externe dans sa globalité est mal ou même pas du tout saisie ; les réalités ne sont vues que de manière parcellaire, sous un seul angle de vision. L'information subit une perception particulière, perd de l'objectivité, voire tourne à l'égotisme. Les altérations informationnelles obligent à vérifier le sens, le vrai et le faux...

Cela alourdit la communication. Les réunions pour se coordonner, cadrer, expliquer, sont pléthoriques et impactent l'activité vers le bureaucratisme. Au prétexte de l'urgence, des nécessités, de la cohésion,... les comités, les secrétariats, les bureaux, décident et s'arrogent le pouvoir de haut en bas. Ce fonctionnement est renforcé par les adhésions visant les privilèges, les alliances (collaboration, cogestion, collusion) pour augmenter les moyens (finance, logistique, permanents, salariés). Cela accrédite la rhétorique verticaliste.

On expliquera que hiérarchie et centralisation sont pertinentes pour la discipline, l'unité, la célérité, la résistance, l'efficacité, au point d'être le top du social. Une telle affirmation est multi-contredite par la réalité.

On nie les pugilats, les mesquineries, les courtisans, les mensonges, les magouilles des clans, des petits et grands chefs que le pouvoir exacerbe. On oublie qu'une union d'action sociale n'échappe pas aux conflits (adversaire, ennemi, concurrent), la stratégie se double d'une tactique (défense, attaque). Le tout est conditionné par le verticalisme et le volume d'hégémonie poursuivi par l'attaquant. C'est sous la contrainte d'une force antagonique plus puissante que se révèle la fragilité d'un système pyramidal ou sa soumission par un autre.

On manie pour ce but les méthodes suivantes : - éradiquer grâce à un arsenal juridique, militaire, financier : on illégalise, réprime les personnes ; on anéantit les centres vitaux (encadrement et logistique). Si nécessaire, on étend cela aux sous-grades pour désarticuler par effet de panique. - domestiquer en modifiant l'idéologie, l'action subversive, l'attitude antagonique : on maintient ou intensifie le verticalisme, octroie des moyens proportionnés aux couches organiques. On achève la pacification par la collaboration, la connivence, le partenariat et l'intégration. - neutraliser en inhibant la réaction par le dysfonctionnement des équipes et de la logistique : on coupe ou manipule l'information, stimule les conflits internes pour paralyser la machine. - instrumentaliser les points déterminants par des groupes occultes : on change ou pas les statuts ; on entretient ou crée des inimitiés et rumeurs. On tourneboule, on ajoute flatterie et démagogie. On détient l'influence, le pouvoir et les moyens de la somme infiltrée pour servir la formation entriste.

Qui étudie les ouvrages de conseil tactique et de stratégie ou les manuels (pour ou contre) révolutionnaires, insurrectionnels, de guérilla, de coup d'État, les livres d'histoire sur les luttes sociales, est dessillé par leur vocabulaire : décapitation (des états majors, des postes de commandement, des comités centraux, des postes de direction, des lieux vitaux...), usage de services (secrets, de renseignements, de contre-information, d'intox), bataille (idéologique, économique, psychologique), guerre (partielle, totale, préventive), destruction, soumission et isolement... Un stratège, conseiller de la CIA, démontrait le bénéfice que l'attaquant tire de la verticalisation de la machine de guerre adverse et, à titre d'exemple, l'aisance de la déroute du dispositif des partis communistes du fait de leur centralisation. A contrario, on notera qu'afin de protéger leur circuit informationnel, les militaires américains ont calqué pour Internet le réseau de type libertaire.

Conscients des avatars de ce fédéralisme, certains vont choisir un schéma en équerre :

Pour plus d'horizontalité, ils défendent la rotation des tâches. Ils réduisent le rôle législatif de quelques niveaux ou le limitent à l'exécutif, le tout sous le contrôle du congrès des éléments de base qui nomment les mandatés aux diverses instances. Cela améliore la vie organique, le flux d'information, la démocratie et casse le réductionnisme de structure auto-centrée. Mais les ordres ascendants maintiennent leurs expédients et leur suprématie. Les sous-ensembles oeuvrés par des bénévoles ou simplement des affiliés qui travaillent s'épuisent face à la perpendiculaire qui s'impose au final. L'histoire enseigne que l'inégalité de traitement, des moyens ou de situations installe un monde de domination. La bureaucratie, la technostructure asservissent pour leurs besoins. Pour instiller un véritable fédéralisme démocratique, une autre piste est requise : « le réseau libertaire ».

b) Le fédéralisme en réseau

Selon cette esquisse de diagramme, toutes les parties sont reliées, émettent et reçoivent l'information quel que soit l'interlocuteur. Elles sont de même nature et fonction, ne sont pas subordonnées mais sont l'extension des aires nécessaire à l'action générale, comme chaque maillon tient la chaîne, selon le principe que la totalité n'exprime, ne représente, n'existe que par ses constituants d'égale force. C'est un champ d'investigation empirique étendu qui permet la maturité et la compréhension systémique. Cet organigramme peut être opératoire pour tous types de groupements humains (territoriaux, syndicats, collectifs de luttes, associations) et s'appliquer à l'économie, la politique, l'éducation... Pour garantir les droits irréfragables de chaque entité, sans être paralysé par l'infantilisme, l'égoïsme, le court terme et l'étroitesse d'esprit, qui entravent sa souveraineté, son autonomie et ne saisissent pas que le fédéralisme est la plus haute expression de ces deux valeurs il faut énoncer la règle : chaque constituant a

des moyens et des décisions propres, il n'engage et ne statue que par et pour ceux qu'il fédère. Par exemple, les habitants d'une ville l'administrent en tout point ; si la nécessité conduit à n'utiliser que des moyens par quartier celui-ci les gère, cela s'étend à toutes les entités sur leur périmètre d'intervention. Pour empêcher la domination de minorités, les conseils, les mandats, les délégués et les commissions sont révocables. Les votations (motions, référendums, congrès, etc.) sont l'attribut des assemblées générales d'individus des zones concernées (fédérales, inter-fédérales, etc.). Chaque centre et instance sont régis par la démocratie directe.

Avec l'ajout d'autres vecteurs idéologiques (égalité, solidarité, démocratie, justice, liberté, lutte des classes, anticapitalisme, antiparlementarisme, etc.), nous dépassons la simple mécanique inter-structurelle pour une obtenir une cohésion transtructurelle dans laquelle micro/macro, particulier/général, spécifique/universel, fraction/totalité sont en symbiose. Le réseau est assez souple pour articuler le local et le global. Il ne fait pas obstacle à ce que ces items s'adaptent ou innovent sans renoncer au générique. C'est à l'intelligence de répondre aux cas d'espèces en pérennisant l'architecture organique. Il n'y a pas de cadre parfait et définitif mais la volonté judicieuse de l'intelligence collective pour marginaliser les imbéciles.

La destruction, la manipulation ou l'annihilation d'un tel bâti sont très difficiles. Il n'y a pas de grades instrumentalisables. Chaque groupe a des moyens isodynames (égaux) assurant son indépendance et interdépendance. De fait, l'existence de l'un est garantie par l'autre. Les liens en faisceaux font qu'un lien rompu est compensé ou rétabli par le maillage. La praxis globale produit une haute conscience de la situation et des défenses organiques. Pour anéantir un agencement réticulé, il faut frapper une grande quantité de points, mais aussi les relations molaires et moléculaires, tout autant que les affirmations idéologiques... Pour cela, il faut des moyens, une force difficile à obtenir.

Le tricotage d'un réseau fédéré est démocratique et octroie une grande unité pour agir, que cela découle de façon empirique ou de raison ! Cette élaboration est valable en défense, plus délicate en attaque car plus lente. Mais ceux qui négligent la défense pour l'attaque le paient très cher. Exemple : les Russes firent de Stalingrad une défense stoppant les Allemands, ce qui leur permit l'organisation du front arrière et la contre attaque jusqu'à Berlin. Le réseau est bien adapté à l'axe tactique et stratégique. Cependant, la notion de réseau n'est pas forcément révolutionnaire en soi. Elle est compatible récupérable, juxtaposable.. et peut coexister avec des réalités pyramidales.

Dans une vision subversive, le réseau est in-annexable. Il offre la durée (pré, pendant et post-révolutionnaire), un socle concret et fondamental pour un processus de transformation sociale. "Il est antagonique avec une formation spécifiquement idéologique et/ou révolutionnaire qui se veut hiérarchisée". A contrario, ce type de régulation a une connivence patente avec l'anarchosyndicalisme, sa méthodologie ; elle explicite son utopie, son projet de société. D'ailleurs, c'est un des fondements de l'AIT : ses syndicats ont leurs moyens propres qu'ils autogèrent et n'ont pas de restriction de lien envers les structures fédérées.

Par ignorance, bêtise, mauvaise foi, manipulation sémantique, on dénigre le fédéralisme en réseau. Certains, se présentent comme anarchistes, mais prouvent par leur critique du réseau qu'ils ne le sont point. Ils s'affilient en général à des organisations réformistes, bureaucratiques, centralisées, y prennent des fonctions aussi importantes que la hiérarchie veut bien le leur concéder. Sous couvert de tolérance, de pragmatisme, de non-dogmatisme, ils sont les chantres de l'exploitation, de l'antithèse acrate. L'anarchisme est négation de l'exploitation et de l'oppression. Il critique et combat la délégation de pouvoir, promeut une société démocratique et égalitaire. La pertinence du discours est sa corrélation pratique : seul le réseau-fédéral est communiste libertaire.

Jean Picard, mars 2010.

14. LES RAISONS DE LA COLERE

(Publié initialement en Novembre 2005)

Partout, tous les jours, que ce soit sur notre lieu de vie, notre lieu de travail, en discutant avec nos voisins, les raisons de se révolter ne manquent pas :

- Au « sud », les trois quarts de l'humanité souffrent de faim et de guerre dans la plus complète indifférence et le mépris le plus total des élites. Chaque jour, 30 000 enfants meurent de faim.
- Dans nos contrées occidentales, salariés, précaires, chômeurs, étudiants, lycéens, retraités..., sommes tous livrés à la même logique marchande qui impose précarisation, flexibilisation, et nous dépossède totalement de nos vies, de notre liberté d'action.

On nous divise en inventant des cloisonnements et des identités imaginaires : jeunes/vieux, français/ étrangers, travailleurs/chômeurs... selon la bonne vieille tactique de diviser pour mieux régner. L'individualisme et le communautarisme ne font que renforcer les égoïsmes individuels ou collectifs, au détriment de la solidarité universelle.

Les politiciens continuent de nous bercer d'illusions avec leurs alliés syndicalistes. Ils sont impuissants pour enrayer la destruction de la planète, mais d'ailleurs, le veulent-ils ? Seule importe pour eux la « place » et la compétition électorale. Gouvernements, députés, patrons, syndicalistes, Églises et clergé, institutions représentatives... : tous nous envoient dans le mur. Quant aux déambulateurs de la contestation-spectacle, ils nous rejouent encore la carte « citoyenne » appelant de leurs vœux un État plus social, et un capitalisme à « visage humain ».

À chaque élection, les politiciens nous ressortent le mythe que l'État pourrait garantir nos droits, s'il était dirigé par des hommes politiques vertueux. Outre que cette espèce d'oiseau rare n'a jamais été observée sur terre, c'est oublier la nature même de l'État qui est avant tout un outil au service de la classe dirigeante et du capitalisme. Les États, garants de cet ordre économique et autoritaire, n'ont de cesse de contrôler, réprimer, enfermer, écraser... Leurs officines, docilement intégrées (partis, syndicats...), ne sont que la voix de leur maître, et en rien des vecteurs efficaces de transformations sociales.

La société reste donc organisée économiquement sur la propriété privée (ressources naturelles, marchandises, moyens de production, technologies), sur l'échange par l'argent, sur la concurrence et la compétition, sur le profit comme but, sur l'exploitation des femmes, des hommes et des enfants. L'éducation et l'instruction scolaire nient elles aussi la liberté et pratiquent sans vergogne la sélection et l'exclusion sociale (par exemple : l'histoire enseignée est celle du pouvoir). La culture de « masse » et de consommation s'érige comme supplétif au bonheur. La pub nous assomme de slogans : « **Consommez, vous serez libre et heureux !** ».

Pourtant, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, l'Histoire n'est pas finie.

Partout sur la planète, des gens luttent contre l'oppression, et l'émancipation de l'humanité reste à conquérir.

Nous ne devons pas douter de nos capacités collectives à transformer ce monde, mais nous ne devons pas reproduire les erreurs du passé. Ce ne sera pas en recréant les mêmes institutions (État, gouvernement, partis politiques, Églises, syndicats...) que nous nous libérerons, mais en développant l'autonomie des exploités et des opprimés.

Pour cela, nous pensons que le développement de structures auto-organisées, selon les principes anarchistes, participent de ce mouvement révolutionnaire qui reste à construire.

Loin d'établir un catalogue des méfaits induits par le capitalisme, notre analyse reste globale car nous pensons que toutes les oppressions, qu'elles soient économiques, politiques ou idéologiques, se croisent et se renforcent.

Nous voulons contribuer à redonner un sens collectif aux luttes, sortir de l'individualisme pour développer les résistances collectives. Cela passe notamment par la transmission de la mémoire des mouvements sociaux, pour reconstruire l'Utopie d'un projet global, le communisme anarchiste.

Comme l'union fait la force, nous nous organisons en un réseau fédéral, qui nous permet d'échanger des analyses et des expériences, et aussi de nous renforcer mutuellement avec ceux qui partagent un point de vue révolutionnaire.

Au quotidien, nous prenons part aux luttes contre la domination sous toute ses formes, qu'elle s'exerce sur notre lieu de travail, dans notre cité ou lieu de vie, en utilisant les outils de l'action directe et de la solidarité.

Des militants de la CNT-AIT